

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 04106  
Cote : A, ex 3Jalons pour une géographie  
de la marginalité*Georges COURADE*

## ITINERAIRE INTELLECTUEL

Après des études de géographie tropicale à Bordeaux, je suis entré comme élève à l'ORSTOM en 1967. En 1969, j'ai été affecté à Yaoundé et je me suis consacré à des travaux sur la région anglophone (langue : pidgin english) du Cameroun.

## LE TERRAIN DE RECHERCHE : LE CAMEROUN ANGLOPHONE

En 1915, le Cameroun, jusqu'alors colonie allemande, fut confié en mandat à la France et à la Grande-Bretagne. La partie du territoire revenant à cette dernière (environ le cinquième), placée dans l'orbite nigériane, connut un statut évolutif, à l'origine des votes continuels entre 1946 et 1960 : à l'approche de l'indépendance s'est posée la question du rattachement du Cameroun sous tutelle britannique au Nigéria ou au Cameroun français. Les Ibo contrôlaient l'administration, le petit commerce et le secteur informel; cela se renforcerait dans l'hypothèse d'un rattachement au Nigéria pour beaucoup. Le Cameroun français était engagé dans une guerre civile depuis 1954 avec la rébellion de l'Union des Populations Camerounaises (UPC), ce qui n'était guère engageant pour les anglophones. Ils votèrent cependant majoritairement pour leur rattachement au Cameroun français. La partie septentrionale, islamisée, resta dans la Fédération nigériane à la suite d'opérations électorales contestées.

La région anglophone du sud-ouest (42 000 km<sup>2</sup>, 1,6 millions d'habitants, une soixantaine de groupes socio-linguistiques) se subdivise en une zone de hauts-plateaux aux popu-

lations proches des Bamiléké, une zone forestière en majorité Bantoue, et enfin, une zone dont les groupes sont assimilables à ceux de la Cross River.

La colonisation britannique s'est pendant 45 ans basée sur une doctrine d'administration différente de celle en vigueur dans le système colonial français : beaucoup moins assimilatrice, elle laissait les "local council" prendre en charge l'ensemble de l'administration locale : justice, forêts, développement communautaire, etc. Dans le nord du pays, la structure administrative de la colonisation britannique s'est coulée dans le modèle politique traditionnel centralisé autour de la chefferie : la "chambre des chefs" de Buea faisait ainsi pendant à la "chambre des lords" de Londres; par contre, dans les sociétés "acéphales" du sud, les interlocuteurs de l'administration avaient dû être désignés.

Sur le plan économique, la région avait été le terrain de grandes réalisations au temps de la colonisation allemande : dans les zones entourant le Mont Cameroun, un certain nombre de plantations de cacao s'étaient établies. Les premiers temps de la colonisation britannique virent la restitution de ces biens aux Allemands, puis la nationalisation de 1946 les attribua à la Cameroon Development Corporation : sur ces 110 000 ha de terrain, 22 000 ha étaient cultivés en thé, hévéa, banane, palmier à huile etc., par 20 ou 25 000 manoeuvres et contremaîtres. Le reste de la région était marginal, les communications peu développées, et ce n'est qu'en 1959 qu'un désenclavement vers le Nigéria fut ébauché par la construction d'une route. Dans le nord du Cameroun anglophone, les cultures commerciales n'ont été introduites que dans les années 50, en liaison avec le développement du système coopératif.

Les recherches que j'ai effectuées peuvent être regroupées par thème.

#### *THEME I : LA CARTOGRAPHIE REGIONALE, LES ATLAS REGIONAUX*

Ces atlas, à découpage discutable, établissaient les données cartographiques devant servir de base à l'élaboration du troisième plan quinquennal (1971-1976).

La région anglophone était relativement peu connue, et ne disposait d'aucun appareil statistique élaboré ; d'une part, les unités administratives locales, dans le système britannique, étaient de taille réduite, et ne faisaient l'objet d'aucune centralisation ; d'autre part, excepté quelques groupes ethniques cohérents plus ou moins bien définis, les unités restaient floues même dans les "intelligence reports" qui avaient été élaborés dès 1925. Il n'existait aucune étude d'importance, si ce n'est sur le plan démographique, toutes sources statistiques disponibles étant par ailleurs liées au Nigéria. Les recensements de 1921, 1963 ou 1973 étaient peu utilisables ; seul celui de 1952 était fiable, mais d'utilité réduite à la date de l'élaboration de l'atlas (1971).

Il restait alors trois sources d'information :

- les registres des chefs, donnant une idée de la répartition ethnique;
- le dispositif fiscal : face à la difficulté de localiser les contribuables (circulation pour fraude), une étude socio-politique de la région avait permis aux Britanniques de dégager les modes de regroupement (par clan ou groupe d'origine) des habitants, et de désigner au sein de ces groupes des collecteurs d'impôts.
- les bureaux de vote, enfin, constituaient une source importante d'information (voir plus haut).

#### THEMÈ II : LES RAPPORTS VILLE-CAMPAGNE DANS UNE REGION DE PLANTATIONS INDUSTRIELLES

Cette étude a porté sur les deux villes de Buea et Victoria-Bota. Dans la première, petite ville administrative d'une quinzaine de milliers d'habitants, la stratification sociale définissait trois mondes différents, déterminés par le statut des habitants dans l'administration. On distinguait ainsi les "natifs" (marginalisés à l'extérieur de la ville), les fonctionnaires (eux-mêmes hiérarchisés en quartiers selon leur catégorie), et enfin, les manoeuvres. Cette ville vivait de l'administration ; actuellement, le nombre des fonctionnaires y est plus important qu'auparavant, malgré la perte de sa fonction de capitale d'Etat fédéré (1972).

A Victoria-Bota coexistaient deux ensembles, l'un né de l'activité de plantation, l'autre constitué par la cité administrative et commerciale, et le tout assorti de fonctions portuaires qui suscitèrent à un moment un projet de création d'un port en eau profonde. Les réfugiés, nombreux, étaient principalement des Ibo. Cette ville, qui devait son développement à l'existence d'une barrière douanière entre les deux secteurs, anglophone et francophone, a vu son déclin lié à la proximité de Douala (à 80 km), et en 1969, elle périclitait et perdait ses fonctions tertiaires propres.

#### LA GEOGRAPHIE "SERVICE PUBLIC" : LES INVENTAIRES GEOGRAPHIQUES

L'ORSTOM était, au Cameroun, perçu d'abord comme un "service public" avant de l'être comme un organisme de recherche, et c'est pourquoi la demande première du pays concernait la réalisation des dictionnaires de villages dans les 39 départements (33 ont ainsi été couverts). L'importance de ces dictionnaires se reflète par ailleurs dans la cartographie à laquelle ils ont servi de base ; l'absence d'inventaire s'y traduit tout simplement par une absence de représentation dans les régions où les enquêtes ORSTOM n'ont pas été menées (Atlas Jeune Afrique, par exemple).

*L'OUTIL ET LE TERRAIN DE TRAVAIL A L'EPREUVE DU CHANGEMENT*

En 1972, le cadre de l'ORSTOM au Cameroun change : le pays se constitue en République Unie, et un an plus tard, l'ORSTOM est nationalisé; il deviendra l'ONAREST en 1975 (et en 1979-1980, la DGRST camerounaise). Les difficultés de l'ONAREST sont multiples, et ont aussi bien trait à des problèmes de documentation, que de crédits ou de véhicules. Dans ce nouveau contexte, j'aborde les deux derniers thèmes de ma recherche.

*THEME III : LE DEVELOPPEMENT RURAL (ETUDE DE CAS ET ESSAI DE SYNTHESE)*

Je me consacre à une étude des plantations de la multinationale UNILEVER, établies dans le Cameroun anglophone (Travaux et Documents de l'ORSTOM n°118). Ces plantations isolées de palmiers à huile et d'hévéas ont été étudiées sur le plan des migrations de travail, des conditions d'existence et de travail de la main d'oeuvre, de l'impact sur l'environnement régional et local, et de la "pseudo-urbanisation" induite par les activités : les conclusions aboutissent au constat d'un impact réduit, et de l'absence du contexte psychologique ou sociologique usuel du mode de vie urbain.

Une autre étude traite du mouvement coopératif. Contrairement à ce que l'on observe généralement en Afrique, ce mouvement est une réussite dans la région du Nord-Ouest. Cela s'explique par le fait qu'en premier lieu, ces structures coopératives nouvelles ont su s'adapter au système socio-politique en place, lui-même fortement hiérarchisé; en second lieu, qu'il s'agit d'une initiative endogène qui, par là, a été favorisée ; et en troisième lieu, que ce système coopératif a vu son essor lié à celui de la culture du café arabica.

Les limites de ce système peuvent être mises en parallèle avec ce qui a permis sa réussite : d'une part, ce système n'est pas démocratique ; la promotion de la femme, par exemple, n'y est pas prise en charge. Cependant, par le biais des ONG (organisations non gouvernementales) introduisant le crédit, et rendant par là possibles les améliorations technologiques, la femme est peu à peu libérée d'une partie de ses travaux.

D'autre part, une coopérative implique à la fois une organisation et une formation, et on peut s'interroger sur leur existence ; or il existe sur place un certain nombre de structures répondant à ces fonctions : un collègue coopératif, une assistance externe fournie par le Peace Corps américain ou les missionnaires, et surtout un système mutuel traditionnel de gestion-épargne ou de solidarité (tontines, fonctionnant grâce au contrôle social). Cette organisation coopérative, où l'initiative précède donc l'assistance, est de surcroît dotée d'un encadrement dont la cohésion se fonde sur une même appartenance ethnique.

## THEME IV : LA MARGINALITE ET LES SITUATIONS DE MARGINALITE

Au moment de la réalisation des atlas régionaux, j'entreprends une autre recherche sur la mise en place et le fonctionnement de l'école au Cameroun anglophone, recherche parue dans la Revue du Tiers-Monde en 1978.

A la suite du referendum de 1961 tranchant la question du Cameroun britannique, les anglophones envisageaient leur situation dans le cadre d'un fédéralisme d'Etat bien différent de celui mis en place par l'unification du Cameroun en 1972. Il en résulte pour la région un problème linguistique qui est loin d'être résolu. En 1963-1964, la Coopération française entreprend la francisation des anglophones : on se trouve ainsi face à un bilinguisme officiel, compliqué par l'usage d'une multitude de langues nationales, et de langues d'intercommunication comme le pidgin english ou le foubé. Il y a certes eu au Cameroun une volonté d'enseigner en langues nationales durant la colonisation britannique, mais par la suite, et à cause de cela, l'enseignement dans ces langues a été mal considéré.

Face à cet éclatement linguistique, l'école est apparue comme le seul facteur d'unité de masse du pays : le taux de scolarisation, en moyenne de 65%, s'élève jusqu'à 90% dans le sud du pays ; au nord, son minimum, tel qu'il ressort du recensement, est de 10% (les taux concernent l'école primaire).

Les deux systèmes scolaires, anglophone et francophone, posaient un problème d'équivalences. La scolarité anglaise était basée sur diverses options, et les diplômés, qui se passaient à Londres, faisaient appel à un système de mentions, radicalement différent du système français.

La scolarisation est à la base de l'intégration et permet ainsi de déterminer négativement la marginalité.

## ANNEXE I : TRAVAUX DE L'AUTEUR CITES

- 1972 - L'espace urbain de Buea (Cameroun Occidental) : essai de géographie sociale. In : La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, t.I, CNRS, pp.475-495.
- 1975 - Atlas Régional Ouest I - Paris/Yaoundé : ORSTOM, 191p. 12 pl. H.T.
- 1978 - L'école du Cameroun anglophone : de l'école coloniale à l'école nationale. Revue Tiers-Monde, t.19, n°76, oct.-déc.1978, pp.743-769.
- 1979 - Victoria-Bota : croissance urbaine et immigration. Paris, ORSTOM, Travaux et Documents de l'ORSTOM n°105, 125 p.
- 1980 - Les plantations d'Unilever au Cameroun (Plantations Pamol du Cameroun Limited). In : Complexes agro-industriels au Cameroun. Paris : ORSTOM. Travaux et Documents de l'ORSTOM n°118, pp.7-126

à paraître :

- L'éducation en pays anglophone : développement et impact. In : *Savoir moderne et traditionnel au Cameroun*. Editions R.SANTERRE, Université de Laval.
- L'exode rural au Cameroun (in coll. Barbier et Gabuy). Cah.ORSTOM sci.hum.
- Réussite coopérative et développement rural : le cas des Grassfields du Bamenda (Cameroun anglophone). *Revue de Géographie du Cameroun*.
- Développement rural et processus d'urbanisation dans les pays du Tiers-Monde (en collaboration avec BRUNEAU M.). *Trav. et Doc. du CEGET, Colloque franco-indien d'oct.1981*.

#### JALONS POUR UNE GEOGRAPHIE DE LA MARGINALITE

##### QUELQUES DEFINITIONS POUR ECLAIRER MA DEMARCHE

- . *Définitions proposées par différents auteurs*
- "notion multidimensionnelle recouvrant des formes d'exclusion économique, politique et culturelle" (FRIEDMANN J.R. 1971 : 39).
- "le thème de la marginalité est apparu en association avec celui de l'intégration nécessaire aux normes sociales et à des valeurs culturelles modernes" (TOURAINÉ A., 1977 : 7)
- "Les marginaux seraient ou les représentants d'une situation antérieure au développement ou ceux qui sont marginalisés par l'effet d'exclusion et dans le cours du développement lui-même" (TOURAINÉ A., 1977 : 9).
- "Au plan économique, la marginalité c'est tout ce qu'on ne saurait expliquer, ni rattacher aux schémas indigents qui divisent l'économie en secteur "primaire", "secondaire" et "tertiaire" (MORICE A., 1979 : 88).
- "Les "marginaux" gravitent autour des systèmes de production sans y être autrement liés que par un phénomène d'attraction-répulsion...Qu'elle soit vécue ou subie, la "marginalité" est perçue comme une exclusion" (MORICE A., 1979 : 88-90).
- "Les marginaux ou infra-urbains sont des exclus du système ; la marginalité se traduit par des indices économiques tels que la faiblesse et l'irrégularité des revenus, l'habitat dans les taudis, mais plus fondamentalement par des traits psychologiques et sociaux tels que l'errance, l'anomie, le manque d'identité spatiale ou culturelle" (HUGON Ph., 1980 : 239).
- "Un phénomène n'est marginal que par rapport à un autre phénomène qui ne l'est pas et constitue une référence de

base - il existe un nombre infini de degrés dans cette situation marginale plus ou moins éloignée de la limite normale" (VERNIERE M., 1973 : 587).

- "Centralité et marginalité se définissent l'une par rapport à l'autre et elles sont spécifiquement relationnelles, c'est-à-dire que territorialement elles peuvent s'inverser sans que le mécanisme soit en cause ; la centralité peut devenir marginalité et réciproquement en un lieu donné" (RAFFESTIN Cl., 1980 : 170).
- "Le phénomène doit être mis en relation avec l'échelle en ce sens qu'il intéresse tout autant à grande échelle la ville, qu'à moyenne échelle les "core areas" (1) qu'à petite échelle les ensembles continentaux, c'est-à-dire le système mondial" (RAFFESTIN Cl., 1980 : 170).

Selon le point de vue sous lequel on l'aborde, ou encore l'échelle que l'on retient, la marginalité peut être définie de plusieurs manières. Elle est tout d'abord perçue par opposition à un certain nombre de concepts : développement, modernité, centralité, légalité, normalité; elle fournit aux économistes une alternative au système ternaire organisé en trois secteurs, etc. La marginalité présente ainsi une infinité de degrés en fonction de son éloignement de la limite "normale".

Elle se détermine par ailleurs selon des critères aussi variés que les indices économiques, les traits psychologiques ou les comportements sociaux : notion multidimensionnelle, la marginalité pose dans sa définition un problème autant qualitatif que quantitatif ; elle n'évoque pas forcément l'idée d'une minorité, et parfois, la population marginale peut constituer la lourde majorité d'un effectif urbain : si les marginaux sont minoritaires dans les pays développés, ils deviennent la grande majorité dans les PVD.

. Les mots-clefs du thème

- Les oppositions : marginalité / intégration
- " / centralité
- " / normalité
- " / modernité
- " / légalité

Les termes qui qualifient les situations de marginalité sont les suivants :

- ségrégation / aliénation / déviance
- précarité des conditions de vie et d'emploi / chômage
- secteur transitionnel, informel, non structuré
- discrimination / disparité / relations asymétriques
- périphérie passive / enclavement /inaccessibilité

(1) Les "core areas" (régions-clés) sont des lieux d'émergence de ressources qui, combinées par des acteurs, vont permettre l'apparition de formations politiques détentrices du pouvoir.

- isolement / enfermement / ghetto
- frange / sous-intégration / sous-acculturation / retard
- drainage / frustration / dépendance / inégalité / domination

. *proposition de définition*

La marginalité est un thème recouvrant de nombreux aspects d'exclusion, présentant des degrés divers et ne pouvant s'analyser que globalement à des échelles variées.

Economiquement, il se situe dans les sphères de la production (auto-subsistance, secteurs-refuges ou secteur informel urbain), de l'emploi (chômage officiel ou déguisé, sous-emploi), des échanges et de la consommation (participation réduite à l'économie marchande et faiblesse de la consommation en quantité et en qualité).

Géographiquement, il en appelle à la notion de différenciation spatiale (ségrégation résidentielle ou discrimination spatiale), à l'inadéquation entre ressources valorisées et besoins fondamentaux des hommes aux confins de l'oekoumène, aux disparités spatiales de la modernisation aux diverses échelles d'analyse.

Au plan socio-économique, il peut caractériser le freinage, le blocage ou le refus des diverses modernisations proposées ou imposées par des acteurs extérieurs au groupe et au sous-espace considéré.

Au plan socio-culturel, il peut qualifier le refus des valeurs ou des normes dominantes (ou l'impossibilité de les adopter), un repli, un ressourcement dans un patrimoine culturel endogène ou une "culture de pauvreté" (O.LEWIS).

En termes politiques, il traduit la non-participation aux instances du pouvoir national, la non-intégration au système socio-politique dominant à tous les niveaux.

MODERNISATION ET MARGINALITE

. *définition*

La modernisation est le "processus de diffusion de la révolution matérielle, spirituelle et scientifique occidentale et son impact contradictoire en termes de changements psychologiques, socio-culturels, économiques et politiques" (SOJA E.W., 1968 : 1).

Par modernisation, il faut entendre diffusion de l'innovation au sens large : idée, institution, technique, activité nouvelle, adaptation d'activités anciennes ou nouvelles à un plus haut degré de modernisme. Plus largement, il s'agit d'inculquer à des populations considérées comme archaïques un comportement socio-économique, politique et culturel proche de celui des sociétés développées



considérées comme un modèle.

*. objectifs de la modernisation*

Sur le plan de la production, elle implique un accroissement de la productivité, une spécialisation des activités et des institutions. Elle conduit à un effort d'éducation et de formation professionnelle. Elle suppose une participation du plus grand nombre au pouvoir à tous les niveaux, une adhésion à un projet de société et à une culture nationale. Elle valorise la capacité d'adaptation des individus et leur promotion individuelle.

*. objet de la géographie de la modernisation*

- diffusion de l'innovation dans l'espace;
- différenciations spatiales du niveau de développement mesuré à partir de critères occidentaux transposés;
- étude de la polarisation d'espaces moins modernisés par des espaces qui le sont plus;
- évaluation des modes d'intégration spatiale des innovations (au niveau régional et national).

*. conclusion*

La modernisation fragmentaire caractérise la situation de sous-développement. Le processus de modernisation conduit à des déséquilibres renforcés entre population et ressources, conduit à renforcer l'inégalité des chances, à accentuer les différences de revenus.

La marginalité se déduit de la modernisation : elle caractérise à des degrés divers tout ce qui n'a pas été touché par la modernisation qui est, en fait, la pénétration du Mode de Production Capitaliste (M.P.C.) et de son idéologie (SLATER D., 1976)

*INTEGRATION SOCIALE ET CULTURELLE ET MARGINALITE*

*. définitions*

- processus par lequel un individu fait siennes les normes culturelles prévalant dans une société ou un groupe;
- assemblage en une totalité des éléments épars du système social.

En Afrique Noire, la "construction nationale" constitue l'obsession majeure des élites au pouvoir et s'avère d'autant plus difficile qu'elle doit transcender de multiples identités socio-culturelles et linguistiques.

*. les contacts socio-culturels (processus d'acculturation)*

Les contacts entre groupes ethniques donnent lieu à une grande variété de types de relations qui vont de l'adoption d'une culture dominante à l'opposition active et à la conservation du patrimoine culturel (RIVIERÉ C.). Il peut y avoir désagrégation socio-culturelle, et donc plongée

dans la marginalité ou le "melting-pot" via un type de culture métisse.

. *les degrés d'intégration (d'après BUGNICOURT)*

- réduction et disparition des conflits;
- réduction des discontinuités entre régions;
- élargissement des relations interrégionales;
- renforcement des solidarités;
- sentiment très fort d'appartenance à une entité nationale;
- uniformisation culturelle, soit par assimilation d'une culture étrangère, soit par création d'une culture métisse.

. *les voies de l'intégration*

L'intégration se fait progressivement et par quatre voies différentes :

1. par la participation à l'économie marchande;
2. par la communication (dans tous les sens du terme);
3. par l'adhésion à des normes communes;
4. par la participation à la classe dirigeante.

. *l'hypothèse BAYART sur le Cameroun*

Illustrant ce dernier point, J.F.BAYART ("L'Etat au Cameroun") montre que l'intégration nationale ne concerne que la classe dirigeante, c'est-à-dire un ensemble composé par quelques segments de l'élite traditionnelle pré-coloniale, par l'élite éduquée et par l'élite marchande, ensemble qui entretient avec le reste, marginalisé, des rapports de type "aînés-cadets". Cette hypothèse reste controversée car elle suppose dépassés les cadres ethniques au niveau de la classe dirigeante. (cf. : Politique Africaine, vol.I, n°1). Si l'on retient l'hypothèse BAYART inspirée par GRAMSCI, les "cadets sociaux" constituent la masse des marginaux au Cameroun.

*URBANISATION (PHYSIQUE ET DIFFUSE) ET MARGINALITE  
(COURADE G., BRUNEAU M., 1981)*

Pourquoi opposer dans le processus d'urbanisation ce qui serait physique ou géographique, et ce qui est diffus ou sociologique ?

Il s'agit de se donner des outils d'analyse pour rendre compte de la ruralité des villes du Tiers-Monde, de l'urbanisation des campagnes, des phénomènes d'urbanisation remontante", de pseudo-urbanisation ou de sururbanisation (HOSELITZ).

. *définitions*

- l'urbanisation physique ou géographique désigne la concentration géographique de population et d'activités non

agricoles dans un milieu urbain de formation et de taille.

- l'urbanisation globale ou sociologique traduit la diffusion géographique des valeurs, des comportements et des styles de vie urbains.

Il n'y a de ville au sens plein du terme qu'avec la coïncidence des deux modes d'urbanisation. Ce n'est pas le cas dans le Tiers Monde, et cela explique les immenses poches de marginalité des métropoles. Appliquer une telle classification opposant le phénomène physique et le phénomène sociologique, à des villes du Tiers Monde, pose des problèmes délicats. On voit en effet des formes d'urbanisation sociologique se développer à proximité des très grandes métropoles (Abidjan, Mexico) et au sein des complexes agro-industriels. Par contre, certaines villes de moyenne importance n'ont pas réussi à dépasser le simple stade de l'urbanisation physique.

. *les vecteurs de pénétration urbaine (cf. TROIN J.F., 1981)*

L'urbanisation globale se répand des noyaux urbains centraux vers les périphéries actives ou passives, par un véhicule particulier, et au message transmis via un réseau adapté à celui-ci.

- scolarisation formelle : urbanisation des goûts et des mentalités;
- circulation routière : expansion de l'économie marchande et de la communication;
- circuits urbains de distribution court-circuitant les petits centres;
- migrations saisonnières ou quotidiennes de travail;
- relations des migrants avec leur milieu d'origine;
- impact des media (radio notamment);
- effets de l'administration administrante;
- concentration géographique d'opérations exogènes de développement.

. *conclusion*

L'urbanisation se répand dans les fourgons de la modernisation, mais son impact est parcellaire, différencié et nuancé. Elle laisse subsister dans les noyaux urbains centraux comme dans les périphéries actives de vastes secteurs plus ou moins marginaux.

**POUR UNE PROBLEMATIQUE GEOGRAPHIQUE DE LA MARGINALITE ou :  
A CHAQUE ECOLE GEOGRAPHIQUE SES MARGINAUX**

De manière générale, aux trois grands courants de pensée géographiques correspondent trois optiques différentes face au problème de la marginalité, qui peut ainsi être abordée sous l'angle des potentialités naturelles, sous celui de la modernisation ou sous celui du pouvoir (rapports dominants/dominés). Ces trois courants de pensée

en sciences humaines présupposent une certaine explication du phénomène de sous-développement, et, en ce sens, aucun d'entre eux n'est idéologiquement neutre.

. *l'optique possibiliste (BOSERUP E., FEBVRE L., GOUROU P.)*

Selon ce point de vue, la nature offre aux sociétés humaines un certain nombre de virtualités que celles-ci, en fonction de leurs "techniques d'encadrement", peuvent mettre en oeuvre ou négligent. Pas de déterminisme naturel, mais des réponses dictées par la panoplie technologique mise au point par les "civilisations" humaines. Les hommes n'ont que les possibilités de leurs techniques, ils peuvent donc passer à côté des ressources potentielles.

Pour les possibilistes, il existe donc trois types de territoires marginaux :

- les espaces situés aux confins de l'oekoumène, là où les conditions naturelles ne permettent pas une agriculture de qualité (ex. : Cap Vert);
- les espaces refuge qui ont un rapport hommes/ressources aux limites de la survie (ex. : Monts des Mandara);
- les cas typiques d' "erreurs géographiques" (GOUROU P.) : les hommes sont trop nombreux là où ils ne devraient pas être (ex. : Sertao du Nord-Est brésilien).

Cette école a tendance à évacuer les problèmes d'urbanisation, d'échanges, de changements sociaux, et à occulter les relations de pouvoir à tous les niveaux.

. *l'optique développementaliste (géographes libéraux américains du type SOJA, BUGNICOURT, etc.)*

Cette école considère que les pays du Tiers Monde doivent se moderniser en adoptant - avec des adaptations et en protégeant leur environnement - l'ensemble des innovations qui ont fait la réussite économique de l'Occident. Dans ce cas, le développement se fait "par le haut" et la classe dirigeante le met en oeuvre.

Les marginaux, par définition, sont ceux qui ne participent pas à cette modernisation globale, soit qu'ils la refusent, soit qu'ils ne peuvent y participer pour des raisons très variées.

BUGNICOURT introduit la notion de régions avancées ou en retard, extraverties ou non, pour qualifier les sous-espaces plus ou moins modernisés. Ils s'opposent ainsi aux possibilistes qui découpent un espace national en fonction des potentialités naturelles et des genres de vie existants (cf. : MARGUERAT pour le Cameroun). Il propose ainsi une analyse dynamique de la régionalisation.

Ce même auteur réagit face aux dégâts causés à l'environnement par une modernisation trop brutale dans la revue "Environnement Africain", reflétant en cela des préoccupations très occidentales.

. *les optiques dépendantiste et dialectique*

Face au pessimisme des "tropicalistes" de la première école, et à l'optimisme des tenants de la modernisation, du décollage économique par la mise en place d'un système de type occidental, une troisième école s'est constituée.

Le sous-développement résulterait de l'état de dépendance des pays du Tiers Monde (la périphérie) vis-à-vis des pays capitalistes (le centre), qui ne feraient que mener une politique de "développement du sous-développement" (FRANCK).

Face à cette théorie simpliste, nombre d'auteurs ont réagi pour que surgisse à nouveau la "diversité" des pays et des sociétés du Tiers Monde (titre de la thèse de LACOSTE). Certains ont reconnu la nécessité de "recentrer la périphérie" (CHAUVEAU et RICHARD). On a donc critiqué le modèle dualiste en restituant aux sociétés des pays du Tiers Monde leur historicité propre, aux acteurs sociaux autochtones, leur autonomie et des stratégies indépendantes de l'extérieur.

Pour le géographe, l'espace est donc lieu d'affrontements, enjeu de groupes sociaux et de forces économiques. Les équilibres spatiaux que l'on croit déceler sont donc nécessairement instables et remettent en cause une régionalisation qui se voudrait durable.

Les situations de marginalité, dans cette optique, résultent de conflits entre acteurs sociaux ou forces économiques. Les formes d'exclusion engendrées par la compétition spatiale deviennent de nature conjoncturelle parfois, fonctionnelle souvent, structurelle quelquefois. Elles s'analysent à plusieurs échelles (nationale, régionale ou locale) selon des modalités appropriées. Dans chaque cas il convient de diagnostiquer les enjeux et de déceler les stratégies, tactiques et jeux des acteurs sociaux dominants et dominés pour contrôler, découper et limiter leurs territoires de vie.

. *conclusion*

Chaque optique éclaire d'une manière particulière le thème de la marginalité, et elles peuvent, à certaines conditions, se compléter. L'analyse dialectique, par exemple, peut intégrer l'ensemble de ces discours et leur donner une certaine cohérence.

ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE SELECTIONNEE SUR LE THEME DE LA MARGINALITE

BUGNICOURT, J., 1978 - Disparités régionales et aménagement du territoire. Paris, A.Colin, 335 p.

BUGNICOURT, J., 1978 - Illusions et réalités de la région et du développement régional. Tiers Monde, tome XIX, n°73, janv.-mars 1978, pp.109-138.

- BRUNEAU, M., DURAND-LASSERVE, A., MOLINIER, M., 1977 - La Thaïlande, analyse d'un espace national. L'Espace Géographique, tome 6, n°3, pp.179-194.
- CONSTANTIN, F., 1981 - Minorité religieuse et luttes politiques dans l'espace Ougandais. Politique Africaine, vol.1, n°4, pp.71-89.
- DELER, J.P., 1975 - L'espace national équatorien : un modèle de structure géographique. L'Espace Géographique, tome IV, n°3, pp.165-175.
- FEBVRE, L., 1979 - La terre et l'évolution humaine. Paris, Albin Michel, 444 p., (1ère ed.1922), pp.189-221).
- FRIEDMANN, J.R., 1971 - Urbanisation et développement national. Tiers Monde, tome XII, n°45, janv.-mars 1971, pp 13-44.
- GOUROU, P., 1971 - Leçons de géographie tropicale. Paris, Mouton, 323 p., pp.96-101 : Géographie des territoires marginaux.
- HINDERINK, J., 1975 - La géographie, le sous-développement et la modernisation. Tiers Monde, tome XVI, n°62, mai-juin 1975, pp.267-293.
- LEWIS, O., 1976 - The Culture of Poverty. Scientific American, vol.215, n°4, pp.19-25.
- MORICE, A., 1979 - Le thème de la marginalité : les limites d'un concept de bon sens. Travail, Capital et Société (Mc Gill, Montreal), vol.12, n°1, pp.87-107.
- NACIRI, M., 1976 - Pouvoir de commandement, espace rural et modernisation au Maroc. Environnement africain, vol.II, n°3, pp.23-41.
- QUIJANO, A., 1971 - La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine. Espace et sociétés, III-6, juillet 1971, pp.71-88.
- RAFFESTIN, C., 1980 - Pour une géographie du pouvoir. Paris, Litec, 249 p.
- RIDDEL, J.B., 1970 - The spatial Dynamics of Modernization in Sierra Leone : Structure, Diffusion and Response. Evanston, North Western University Press.
- RIVIERE, C., 1969 - L'intégration des ethnies guinéennes. Afrique-Documents, n°101, janv.-fév.1969, pp.13-46.
- SLATER, D., 1976 - Critique de la géographie du développement. Cahiers Internationaux de Sociologie, vol.IX, pp.59-96.
- SOJA, E.W., 1968 - The geography of modernization in Kenya. New York, Syracuse University Press, 143 p.

DE SOUZA, R., PORTER, P.W., 1978 - Modernisation des environnements africains : perspectives des géographes. Tiers Monde, tome XIX, n°73, janv.-mars 1978, pp.15-46.

TOURAINÉ, A., 1977 - La marginalité urbaine. Boletín de Estudios latino americanos y del Caribe, Amsterdam, N°22, juin 1977, p.333.

TROIN, J.F., 1981 - Evolution de la consommation et du cadre bâti en milieu rural. In : Mutations des campagnes du Tiers Monde, CNRS Toulouse, pp.33-60.

VERNIERE, M., 1973 - A propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain. Cahiers d'Etudes Africaines, vol.XIII, n°51, fasc.3, pp.587-605.